



EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION

Réf. 1084814

30 juin 2008

RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'AELE, LUGANO, 30 juin 2008

COMMUNIQUÉ¹

Les Ministres de l'AELE ont souligné l'importance d'étendre le réseau d'accords de libre-échange de l'Association. Ils ont salué la signature au début de cette année de l'Accord de libre-échange (ALE) avec le Canada, ainsi que l'entrée en vigueur de l'ALE avec l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) le 1^{er} mai 2008. En outre, ils ont exprimé leur satisfaction face à la finalisation récente des négociations de libre-échange avec le Conseil de coopération du Golfe et la Colombie. Ils se sont dits satisfaits du lancement des négociations avec l'Inde et ont insisté sur l'importance d'engager un processus rapide de négociations. Les Ministres ont également accueilli positivement le Rapport intermédiaire du Groupe conjoint d'étude sur une coopération plus étroite en matière de commerce et d'investissement entre l'AELE et la Russie. Par ailleurs, ils ont salué la participation des pays de l'AELE membres de l'EEE au Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'UE pour la période 2008-2012. Ils ont mis en exergue l'importance d'une coopération étroite et continue avec l'UE sur les politiques en matière d'énergie et de changement climatique. En outre, les Ministres ont montré leur satisfaction quant à l'intégration en temps voulu du règlement de l'UE sur les produits chimiques – REACH – dans l'Accord sur l'EEE et quant à la participation des Pays de l'AELE membres de l'EEE à la nouvelle Agence européenne des produits chimiques. Enfin, ils ont salué la participation des pays de l'AELE membres de l'EEE aux programmes de l'UE pour la période 2007-2013, promouvant ainsi une Europe plus compétitive et plus innovante.

Le 30 juin 2008, l'Association européenne de libre-échange (AELE) a tenu sa réunion ministérielle d'été à Lugano, Suisse, sous la présidence de la Conseillère fédérale Doris Leuthard, Cheffe du Département fédéral de l'économie de la Suisse. Les Ministres de l'AELE ont rencontré M. Luis Guillermo Plata, Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme de Colombie, saluant la récente conclusion d'un accord de libre-échange avec ce pays.

Relations commerciales privilégiées

Les Ministres de l'AELE ont exprimé leur satisfaction quant à l'extension continue du réseau d'accords de libre-échange de l'Association dans le monde. Ils ont confirmé qu'il

¹ Traduction non-officielle de la version anglaise rédigée par le Secrétariat de l'AELE.

s'agissait d'un outil important, complémentaire de l'OMC, visant à intensifier les relations commerciales et d'investissement avec des partenaires dans le monde entier. Ils ont aussi relevé le bon fonctionnement de la Convention de l'AELE.

Les Ministres ont accueilli favorablement la signature de l'Accord de libre-échange avec le Canada à la fin janvier 2008 à Davos, ainsi que l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre l'AELE et la SACU (Union douanière d'Afrique australe)² le 1^{er} mai 2008. L'entrée en vigueur de cet Accord élargit les possibilités de promouvoir les relations économiques et la coopération avec les partenaires de la région.

Les Ministres ont également salué la conclusion des négociations de libre-échange avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG)³ et la Colombie. Ils espèrent signer ces accords dans les mois à venir. Ces instruments devraient renforcer les relations commerciales et d'investissement avec le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud.

Les Ministres ont pris note des progrès importants réalisés dans les négociations en cours avec l'Algérie et le Pérou et ont indiqué leur espoir de les voir conclues avant la fin de l'année.

Les Ministres ont souligné l'importance des récentes démarches entreprises pour faire avancer les relations entre l'AELE et d'importants partenaires économiques en Asie. À cet égard, ils ont salué le lancement des négociations avec l'Inde sur un accord étendu en matière de commerce et d'investissement, et ont exprimé leur volonté de contribuer à un processus rapide de négociations. Par ailleurs, ils se sont dits prêts à reprendre les négociations avec la Thaïlande et à entamer des négociations avec l'Indonésie. Ils ont en outre confirmé leur intérêt à approfondir le dialogue visant à intensifier les relations commerciales et d'investissement avec la Malaisie.

Les Ministres ont échangé leurs vues au sujet des processus bilatéraux en cours entre différents pays membres de l'AELE et la Chine et le Japon respectivement.

Les Ministres ont encore souligné l'importance d'étendre le réseau d'accords de libre-échange de l'AELE en Europe, en préparant le terrain pour des négociations de libre-échange avec la Russie et l'Ukraine, et en poursuivant le processus avec l'Albanie et la Serbie. Ils ont indiqué leur satisfaction à l'endroit du Rapport intermédiaire du Groupe conjoint d'étude sur une coopération plus étroite en matière de commerce et d'investissement entre l'AELE et la Russie et attendent l'achèvement du rapport pour le mois de novembre de cette année.

Relations avec l'Union européenne

Les Ministres ont salué l'adoption récente des Décisions suivantes dans l'Accord sur l'EEE :

- le paquet sur la législation alimentaire, officialisant la participation des pays de l'AELE membres de l'EEE à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et élargissant la portée de la législation vétérinaire de l'EEE à l'Islande ;

² SACU : Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland.

³ Conseil de coopération du Golfe : Bahrayn, Kuweit, Oman, Qatar, Arabie saoudite, et Émirats arabes unis.

- le Système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre permettant la participation des pays de l'AELE membres de l'EEE à ce système pour la période 2008 - 2012 ;
- le droit des citoyens de l'Union et des membres de leur famille de circuler et de résider librement sur le territoire des États membres, conformément aux dispositions de l'Accord de l'EEE ;
- le Règlement de l'UE sur les produits chimiques, REACH, incluant la participation des pays de l'AELE membres de l'EEE à la nouvelle Agence européenne des produits chimiques.

À propos de l'énergie et du changement climatique, les Ministres ont souligné l'importance d'une coopération étroite et continue avec les pays de l'UE, entre autres, dans la promotion des technologies énergétiques, l'utilisation accrue des ressources énergétiques renouvelables telles que l'énergie géothermique et le captage et stockage du dioxyde de carbone (CCS) pour ne citer que deux de ces technologies.

De plus, les Ministres ont pris note des propositions de l'UE relatives à l'introduction de nouveaux secteurs dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et ils ont insisté sur le besoin de tenir compte des conditions spécifiques des pays de l'AELE membres de l'EEE.

Les Ministres ont souligné l'importance d'impliquer étroitement les pays de l'AELE membres de l'EEE dans les développements ultérieurs de la Politique maritime intégrée de l'UE, et ont indiqué leur soutien envers une approche intégrée exhaustive.

Ils ont salué la participation active des pays de l'AELE membres de l'EEE aux programmes de l'UE pertinents pour l'EEE pendant la période 2007-2013, promouvant ainsi les intérêts communs vers une Europe plus compétitive et plus innovante. Cette coopération promeut les objectifs politiques et économiques communs de l'Accord sur l'EEE.

Les Ministres ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent aux contributions continues de l'EEE AELE aux processus de conception des décisions relatives à la législation de l'UE pertinente pour l'EEE, par la participation aux commissions et groupes de travail appropriés et en soumettant les commentaires de l'EEE AELE. Dans ce contexte, ils ont également relevé l'importance d'évaluer les implications du Traité de Lisbonne sur ce processus.

Les Ministres ont exprimé leur satisfaction quant aux progrès réalisés dans la mise en œuvre du Mécanisme financier de l'EEE et du Mécanisme financier norvégien. Quelque 934 millions d'euros ont été dégagés pour des projets particuliers et 145 millions d'euros ont été affectés à des groupes tels que des ONG, des étudiants et des chercheurs par le biais d'une subvention globale spécifique. Au total, 140 millions d'euros seront mis à la disposition de la Bulgarie et de la Roumanie jusqu'en avril 2009 et un fonds spécifique pour les étudiants et les ONG est en préparation.

OMC

Les Ministres ont réaffirmé leur ferme soutien à l'OMC et au système commercial multilatéral. Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'une approche compréhensive des

négociations, et ont convenu que des progrès devaient être réalisés non seulement en agriculture mais aussi dans d'autres domaines comme les biens industriels (NAMA), les services et les règles. Par ailleurs, ils se sont engagés à assurer la conclusion fructueuse du Cycle dans un avenir proche.

Organes consultatifs

Les Ministres ont participé à des réunions avec les deux organes consultatifs de l'AELE : la Commission parlementaire et la Commission consultative, et ils ont procédé à un échange d'opinions fructueux avec les membres de ces Commissions sur toute une série de questions, y compris les développements les plus récents dans les relations de l'AELE avec les pays tiers, l'état d'avancement des négociations de Doha dans le cadre de l'OMC, les derniers développements et l'avenir de l'EEE. Les Ministres ont apprécié les contributions d'excellente qualité et ont salué le travail utile entrepris par les commissions tant en matière de politiques de l'AELE envers les pays tiers que d'évolution de l'EEE. Les deux Commissions se sont vivement intéressées aux travaux de l'AELE, et apprécient toujours la coopération fructueuse avec leurs homologues de l'UE et des autres pays partenaires de l'AELE.

Ministres présents

Suisse : Mme Doris LEUTHARD, Conseillère fédérale, Cheffe du Département fédéral de l'économie (Présidente)

Islande : Mme Ingibjörg Sólrún GÍSLADÓTTIR, Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur

Liechtenstein : Mme Rita KIEBER-BECK, Ministre des affaires étrangères

Norvège : Mme Annelene SVINGEN, Secrétaire d'Etat du Ministère du commerce et de l'industrie